

[Français]

LES PONTS

ABOLITION DU PÉAGE SUR LE PONT CHAMPLAIN PENDANT LES TRAVAUX DE RÉFECTATION SUR LE PONT JACQUES-CARTIER

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Raymond Langlois (Mégantic): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Considérant le fait que le pont Jacques-Cartier, à Montréal, est actuellement en réparation et que les abords du pont Victoria sont dans la même situation, et que le tunnel Lafontaine est interdit aux véhicules lourds et considérant qu'un télégramme a été envoyé à l'honorable ministre et à quelques membres de cette Chambre de la part de l'Association des camionneurs du Québec ou de l'Est du Canada, serait-il possible au gouvernement, tel que demandé par cette association, d'abolir le péage sur le pont Champlain, au moins temporairement ou jusqu'à ce que la situation soit rectifiée le printemps prochain?

M. l'Orateur: Je doute fort que cette question soit du genre de celles qui devraient être acceptées dans les circonstances. Si le ministre désire répondre, je le lui permettrai par courtoisie pour l'honorable député de Mégantic.

[Traduction]

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je déplore—et je suis sûr que les usagers du pont le déplorent encore plus—l'encombrement du pont Jacques-Cartier attribuable aux travaux de pavage en cours. On s'efforce autant que possible de ne paver qu'une seule voie à la fois. On a commencé les travaux aux deux extrémités à la fois et j'espère bien que la situation sera temporaire. Entre-temps, la proposition du député sera mise à l'étude.

M. Langlois (Mégantic): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre examinera-t-il la situation pour tâcher d'accélérer les travaux et pour éviter la construction simultanée sur tous les ponts? Cela réduirait l'encombrement.

L'ÉNERGIE

LE COLUMBIA—DEMANDE D'AIDE FÉDÉRALE À LA CONSTRUCTION D'UN BARRAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. E. D. Fulton (Kamloops): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question au ministre des Finances. Peut-être qu'en son absence son secrétaire parlementaire pour-

rait-il y répondre, ou bien encore le premier ministre, étant donné les circonstances.

Hier, le ministre des Finances a rectifié la réponse du premier ministre à qui on avait demandé si le premier ministre de la Colombie-Britannique avait demandé une aide financière pour aider à défrayer la construction de barrages sur le Columbia; le ministre des Finances a déclaré qu'il avait répondu à une lettre du premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Bennett. Le gouvernement a-t-il l'intention de déposer immédiatement les copies de cette correspondance?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je le répète, monsieur l'Orateur, je n'ai reçu aucune demande semblable. Comme l'a dit le ministre des Finances, on a soulevé la question lors d'une récente conférence et le ministère des Finances est en train de l'examiner avant de la soumettre au cabinet. En attendant, je ne veux rien ajouter à ce qui a déjà été dit.

L'hon. M. Fulton: Peut-être le premier ministre m'a-t-il mal compris, monsieur l'Orateur. Je ne lui demandais pas un supplément de détails sur les intentions du gouvernement, mais simplement, étant donné l'importance de ce problème, de déposer cette correspondance pour que la Chambre soit mieux renseignée.

Le très hon. M. Pearson: Je n'y vois pas d'objection, mais je voudrais m'entretenir avec le ministre pour connaître la forme exacte donnée par le premier ministre de Colombie-Britannique à sa demande. Je ferai ensuite un rapport à la Chambre.

L'hon. M. Fulton: Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances a parlé d'une lettre du premier ministre de la Colombie-Britannique dont il aurait accusé réception le 23 septembre; il semble donc qu'il y a eu correspondance.

Le très hon. M. Pearson: J'aimerais établir si la lettre portait la mention personnelle, privée ou confidentielle et si elle traitait de questions autres que celles dont nous parlons actuellement.

LES PARCS NATIONAUX

LES PLATEAUX DE CAP-BRETON ET LES TRAVAUX D'HIVER

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question au ministre responsable des parcs nationaux du Canada, mais comme les affaires de l'État le retiennent ailleurs, j'aimerais la poser au ministre suppléant. Ce